

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

1713 Bedford Row

Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)

B3J 1T3

Nova Scotia

Bid Fax: (902) 496-5016

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

DOCUMENT CONTIENT DES EXIGENCES
RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Atlantic Region Acquisitions/Région de l'Atlantique
Acquisitions

1713 Bedford Row

Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)

B3J 3C9

Nova Scot

Title - Sujet RISO-UPS Repair & Services	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6837-175356/A	Date 2017-04-03
Client Reference No. - N° de référence du client W6837-17-5356	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$HAL-220-10097
File No. - N° de dossier HAL-6-77093 (220)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-05-15	Time Zone Fuseau horaire Atlantic Daylight Saving Time ADT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Dunphy, Nancy	Buyer Id - Id de l'acheteur hal220
Telephone No. - N° de téléphone (902)496-5481 ()	FAX No. - N° de FAX (902)496-5016
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE SEE HEREIN GREENWOOD NOVA SCOTIA B0P 1N0 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Titre : ENTRETIEN ET RÉPARATION - UPS

DOCUMENT CONTIENT DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 INTRODUCTION
- 1.2 SOMMAIRE
- 1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ
- 1.4 COMPTE RENDU

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

- 2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES
- 2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES
- 2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE
- 2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES
- 2.5 LOIS APPLICABLES

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

- 3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION
- 4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE
- 5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET D'ASSURANCES

- 6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ
- 6.2 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

- 7.1 OFFRE
- 7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ
- 7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES
- 7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES
- 7.5 RESPONSABLES
- 7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES
- 7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS
- 7.8 INSTRUMENT DE COMMANDE
- 7.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES
- 7.10 LIMITATION FINANCIÈRE
- 7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS
- 7.12 Attestations
- 7.13 Clauses du guide des CUA
- 7.14 LOIS APPLICABLES

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-175356/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hal220

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-17-5356

File No. - N° du dossier
HAL-6-77093

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX *OU* BESOIN
- 7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES
- 7.3 DURÉE DU CONTRAT
- 7.4 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES
- 7.5 PAIEMENT
- 7.6 INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION
- 7.7 ASSURANCES OU EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE
- 7.8 CLAUSES DU *GUIDE DES CCUA*

ANNEXE « A » ÉNONCÉ DES TRAVAUX

ANNEXE « B » BASE DE PAIEMENT

ANNEXE « C » LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

ANNEXE « D » FORMULAIRE DE RAPPORT DE L'OFFRE A COMMANDES

ANNEXE « E » ASSURANCES

ANNEXE « F » INFORMATION REQUISE POUR L'ATTESTATION RELATIVE AU CODE DE CONDUITE

ANNEXE « G » INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, Rapport d'utilisation de l'offre à commandes et exigences en matière d'assurance.

1.2 Sommaire

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), pour le compte du ministère de la Défense nationale, veut établir une offre à commandes individuelle et régionale (OCIR) portant sur la fourniture de la main-d'œuvre, des matériaux, de l'équipement, des outils, du transport et de la supervision nécessaires à l'entretien et à la réparation de systèmes d'alimentation sans coupure, selon la demande, aux emplacements suivants : 14e Escadre Greenwood, Greenwood, CCR Barrington, Baccaro, comté de Shelburne en Nouvelle-Écosse. Voir ci-après pour obtenir tous les détails des endroits.

Période de cette offre à commandes individuelle et régionale sera de deux ans, plus une période additionnelle de 12 mois, deux (2) périodes d'option, si nécessaire.

Le marché est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

1.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans *le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat)* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006 \(2016-4-04\)](#) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 120 jours

2.1.1 Clauses du guide des CCUA

M0019T - Prix et(ou) taux fermes (2007-05-25)

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur les Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins **dix (10)** jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour

que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article

pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur et **Nouvelle-Écosse** et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (1 copie papier)
Section II : offre financière (1 copie papier) (ANNEXE B)
Section III: attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec **l'annexe B, Base de paiement**. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « X » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « X » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers. Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Évaluation financière

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, excluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

4.2 Méthode de sélection

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix global le plus bas, y compris le prix des années d'option évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes. Une (1) seule offre à commandes sera émise.

4.2.1 Clauses du guide des CCUA:

C9000T Prix (2010-08-16)

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter avec son offre la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du

site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail
(http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

5.2.2 Accréditation

Les offrants doivent fournir un TTB Factory formés technicien certificat qui doivent être présentées à l'autorité contractante, sur demande avant l'émission de l'offre à commandes.

L'offrant doit fournir, dans les **sept (7) jours** suivant une demande de l'autorité contractante, une preuve d'accréditation du fournisseur (fiabilité) d'APC. À défaut de respecter cette demande, la soumission sera jugée irrecevable.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :
 - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

6.2 Exigences en matière d'assurance

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à **l'annexe E** si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

- 7.1.1 L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

- 7.2.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le PSI) s'appliquent et font partie intégrante de l'offre à commandes.

EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN: DOSSIER TPSGC N° W6837-17-5356

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une **cote de sécurité d'installation valable au niveau SECRET**, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, **doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ ou SECRET, comme requis, en vigueur**, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - (a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
 - (b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

[2005 \(2016-04-04\)](#), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent

comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à **l'annexe « D »**. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Voici la répartition des trimestres :

- Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
- Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
- Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
- Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 30 jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

La période pour faire des commandes subséquentes à l'offre à commandes est pour une période de deux (2) ans. Dates à déterminer.

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'offre à commandes est autorisé pour utilisation au-delà de la période initiale, l'offrant offre de prolonger son offre pour une période additionnelle de **deux périodes de 12 mois**, dans les mêmes conditions et aux taux ou les prix précisés dans l'offre à commandes, ou à un taux ou le prix calculé conformément à la formule précisée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 30 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Nancy Dunphy
Agent des contrats
Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada
Région de l'Atlantique Acquisitions
1713 Bedford Row, Halifax, NS / (N.É.) B3J 3C9
Téléphone: 902.496.5481
Télécopier: 902.496.5016
Courriel: nancy.dunphy@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est :

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant (soumissionnaire de remplir)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) : _____

Numéro d'entreprise – approvisionnement - Les fournisseurs doivent détenir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant l'attribution d'une offre à commande. Les fournisseurs peuvent demander un NEA en direct à [Données d'inscription des fournisseurs](#). Il est également possible de communiquer avec la LigneInfo au 1-800-811-1148 pour obtenir le numéro de téléphone de l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.

7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :

Ministère de la Défense nationale, de la 14e Escadre Greenwood (Nouvelle-Écosse), ou un pouvoir délégué.

7.8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire *PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes*.

7.9 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser **60,000.00\$** (taxes applicables incluses).

7.10 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de **À être déterminé \$**, (*taxes applicables exclues*) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou trois (3) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales [2005 \(2016-04-04\)](#), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
- d) les conditions générales [2010C \(2016-04-04\)](#), Conditions générales - services (complexité moyenne);
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'offre de l'offrant en date du _____ clarifiée le _____ telle que modifiée le _____.

7.12 Attestations et renseignements supplémentaires

7.12.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un

manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.13 Clauses du guide des CCUA

M3020C	2010-01-11	Statut et disponibilité du personnel
A9006C	2012-07-16	Contrat de défense
M3800C	2006-08-15	Estimation de coût

7.14 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur **et Nouvelle-Écosse** et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

[2010C \(2016-04-04\)](#), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 13, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010C (2016-04-04) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Date de livraison

La durée du contrat est de dates à déterminer (2 années de prix) inclusivement.

7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'*Avis sur la Politique des marchés : 2012-2* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

En contrepartie de la remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un «prix unitaire ferme», comme spécifié dans l'annexe B. fonctions douanières sont «exclus» et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.5.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* [C6000C \(2011-05-16\)](#), Limite de prix

7.5.3 Paiement unique

Clause du *Guide des CCUA* [H1000C \(2008-05-12\)](#), paiement unique

7.5.4 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;

7.6 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales. Les factures ne peuvent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture est terminée.

2. Les factures doivent être répartis comme suit:

L'un (1) original et copie doit être envoyée à l'adresse indiquée à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

7.7 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'**annexe E**.

L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-175356/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hal220

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-17-5356

File No. - N° du dossier
HAL-6-77093

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.8 *Clauses du Guide des CCUA*

A9062C (2011-05-16) Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes
C0705C (2010-01-11) Vérification discrétionnaire des comptes
D5328C (2014-06-26) Inspection et acceptation

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-175356/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hal220

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-17-5356

File No. - N° du dossier
HAL-6-77093

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe « A »
Spécifications

SOA Repair UPS UNITS
GREENWOOD, NS

Voir ci-joint - JOB NO. L-G111-9900/1068 Dated: 2016-07-06

Annexe B Base de Paiement

Les soumissionnaires doivent fournir une entreprise taux unitaire en dollars canadiens, la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée exclus. Les quantités estimatives sont à des fins d'évaluation seulement. L'entrepreneur convient que voici les prix unitaires dont il est question aux présentes.

Nota : * Quantité estimative Colonne ci-dessous pour chaque article est une estimation seulement pour service au fur et à mesure des besoins et ne permet pas de déduire que toutes les quantités pour que l'article sera utilisé ou que les quantités peuvent ne pas être dépassées.

TABLEAU 1 – Durée du contrat année 1 – Dates à déterminer

Colonne A	Colonne B Description du travail	Colonne C Unité de mesure	Colonne D Quantité estimative	Colonne E Prix unitaire	Colonne F Prix calculé (Colonne D * Colonne E)
14. Escadre Greenwood, Greenwood, Nouvelle-Écosse					
Première heure – Appels de service, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes et une heure de travail effectif sur le chantier					
1	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	1	_____ \$	_____ \$
2	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	1	_____ \$	_____ \$
Heures subséquentes – Main-d'oeuvre seulement					
3	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	25	_____ \$	_____ \$
4	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	25	_____ \$	_____ \$

RCC de Barrington, Baccaro, Nouvelle-Écosse					
Première heure – Appels de service, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes et une heure de travail effectif sur le chantier					
5	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
6	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
Heures subséquentes – Main-d'oeuvre seulement					
7	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
8	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
SFC Sydney, Sydney, Nouvelle-Écosse					
Première heure – Appels de service, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes et une heure de travail effectif sur le chantier					
9	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
10	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
Heures subséquentes – Main-d'oeuvre seulement					
11	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
12	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y				

	compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
Total de l'année 1					\$

Matériaux et pièces de rechange au prix coûtant plus une marge bénéficiaire de 10 %, documents justificatifs, tels que factures et reçus, à l'appui.

TABLEAU 2 : Durée du contrat année – deux dates à déterminer

Colonne A	Colonne B Description du travail	Colonne C Unité de mesure	Colonne D Quantité estimative	Colonne E Prix unitaire	Colonne F Prix calculé (Colonne D * Colonne E)
14. Escadre Greenwood, Greenwood, Nouvelle-Écosse					
Première heure – Appels de service, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes et une heure de travail effectif sur le chantier					
1	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
2	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
Heures subséquentes – Main-d'oeuvre seulement					
3	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
4	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
RCC de Barrington, Baccaro, Nouvelle-Écosse					
Première heure – Appels de service, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes et une heure de travail effectif sur le chantier					
5	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du				

	lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
6	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
Heures subséquentes – Main-d'oeuvre seulement					
7	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
8	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
SFC Sydney, Sydney, Nouvelle-Écosse					
Première heure – Appels de service, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes et une heure de travail effectif sur le chantier					
9	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
10	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
Heures subséquentes – Main-d'oeuvre seulement					
11	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
12	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
Total de l'année 2					\$

Matériaux et pièces de rechange au prix coûtant plus une marge bénéficiaire de 10 %, documents justificatifs, tels que factures et reçus, à l'appui.

TABLEAU 3 – Année d'option 1 – Dates à déterminer

Colonne A	Colonne B Description du travail	Colonne C Unité de mesure	Colonne D Quantité estimative	Colonne E Prix unitaire	Colonne F Prix calculé (Colonne D * Colonne E)
14^e Escadre Greenwood, Greenwood, Nouvelle-Écosse					
Première heure – Appels de service, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes et une heure de travail effectif sur le chantier					
1	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
2	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
Heures subséquentes – Main-d'oeuvre seulement					
3	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
4	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
RCC de Barrington, Baccaro, Nouvelle-Écosse					
Première heure – Appels de service, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes et une heure de travail effectif sur le chantier					
5	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
6	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche				

	et les jours fériés Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
Heures subséquentes – Main-d'oeuvre seulement					
7	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
8	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
SFC Sydney, Sydney, Nouvelle-Écosse Première heure – Appels de service, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes et une heure de travail effectif sur le chantier					
9	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
10	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
Heures subséquentes – Main-d'oeuvre seulement					
11	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
12	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
Total de l'année d'option 1					\$

Matériaux et pièces de rechange au prix coûtant plus une marge bénéficiaire de 10 %, documents justificatifs, tels que factures et reçus, à l'appui.

TABLEAU 4 – Année d'option 2 – Dates à déterminer

Colonne A	Colonne B Description du travail	Colonne C Unité de mesure	Colonne D Quantité estimative	Colonne E Prix unitaire	Colonne F Prix calculé (Colonne D * Colonne E)
14^e Escadre Greenwood, Greenwood, Nouvelle-Écosse Première heure – Appels de service, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes et une heure de travail effectif sur le chantier					
1	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
2	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
Heures subséquentes – Main-d'oeuvre seulement					
3	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
4	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
RCC de Barrington, Baccaro, Nouvelle-Écosse Première heure – Appels de service, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes et une heure de travail effectif sur le chantier					
5	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
6	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	1	\$	\$

Heures subséquentes – Main-d'oeuvre seulement					
7	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
8	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
SFC Sydney, Sydney, Nouvelle-Écosse					
Première heure – Appels de service, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes et une heure de travail effectif sur le chantier					
9	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
10	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	1	\$	\$
Heures subséquentes – Main-d'oeuvre seulement					
11	Durant les heures normales : De 0730 h à 16 h, du lundi au vendredi Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
12	En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés Technicien:	Par Heure	25	\$	\$
Total de l'année d'option 2					\$

Matériaux et pièces de rechange au prix coûtant plus une marge bénéficiaire de 10 %, documents justificatifs, tels que factures et reçus, à l'appui.

Total général = Année 1 + Année 2 + Année d'option 1 + Année d'option 2 = _____ \$

Le total général est le montant qui sera pris en considération au cours de l'évaluation des soumissions.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-175356/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
ha1220

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-17-5356

File No. - N° du dossier
HAL-6-77093

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE « C »

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Voir Ci-joint

ANNEXE « D »

RAPPORT D'UTILISATION EN DOLLARS

[illegible]

ANNEXE « E »

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui

seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- q. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- r. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.
- s.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-175356/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
ha1220

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-17-5356

File No. - N° du dossier
HAL-6-77093

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE F

INFORMATION REQUISE POUR L'ATTESTATION RELATIVE AU CODE DE CONDUITE

[DOIT ÊTRE REMPLIE PAR L'OFFRANT/LE SOUMISSIONNAIRE ET PRÉSENTÉE AVEC LA SOUMISSION]

Veuillez fournir le nom des entités suivantes, selon la nature du droit de propriété de l'entreprise.

1. Dans le cas d'une personne morale : le nom de chacun des membres actuels du conseil d'administration.

2. Dans le cas d'une entreprise individuelle ou d'un particulier faisant affaires sous le nom d'une entreprise : le nom de l'unique propriétaire ou particulier.

3. Dans le cas d'une coentreprise : le nom de tous les membres actuels de la coentreprise.

4. Dans le cas d'un particulier, le nom complet de la personne.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-175356/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hal220

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-17-5356

File No. - N° du dossier
HAL-6-77093

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE « G »

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE



14e ESCADRE GREENWOOD

DEVIS

COC POUR LA RÉPARATION D'APPAREILS D'ASC

GREENWOOD (N.-É)

AGENT DE PROJET :

M. B. BREWER

Tél. : 902-765-1494 poste 5188

N° de TRAVAIL L-G111-9900/1068
COC B-844

2016-07-06

Défense nationale	Table des matières	Index
14 ^e Esc. Greenwood (N.-É)		Page 1
Travail n° L-G111-9900/1068		2016-07-06

<u>Section</u>	<u>Titre</u>	<u>Pages</u>
<u>DIVISION 1 - EXIGENCES GÉNÉRALES</u>		
01001	Sommaire des travaux	3
01005	Instructions générales	5
01545	Exigences en matière de sécurité	1
01547	Matières dangereuses	4
<u>DIVISION 16 - ÉLECTRICITÉ</u>		
16428	Entretien des systèmes d'alimentations sans coupure	4

- 1 Visite des lieux .1 Avant de présenter une soumission, l'Entrepreneur peut visiter les lieux et prendre connaissance de toutes les conditions susceptibles d'affecter son travail.
- .2 L'Ingénieur ou son représentant doit s'informer des services disponibles, des ajustements que l'Entrepreneur peut exiger en termes de matériel et d'accessibilité du site, et obtenir tous les renseignements qui pourraient influencer sur la soumission de l'Entrepreneur.
- 2 Emplacements .1 La 14e Escadre Greenwood se trouve à 150 km à l'ouest d'Halifax et à 4 km au sud de la route 101, près de Kingston dans le comté de Kings, en Nouvelle-Écosse.
- .2 Effectuer les travaux prescrits aux endroits suivants de la 14e Escadre Greenwood.
- .1 Bâtiment 172 - site du CCVI dans le secteur des opérations de la 14e Escadre Greenwood.
- .2 Bâtiment 170 - site de l'ASR situé sur le chemin Stronach Mountain, environ 14 km au nord-ouest de la 14^e Escadre Greenwood.
- .3 Bâtiment 166 - Centre Hornell situé dans le secteur des opérations de la 14e Escadre Greenwood.
- .4 Hangar 10 - Situé dans le secteur des opérations de la 14e Escadre Greenwood.
- .5 Bâtiment 174 - site du radar d'approche de précision situé dans l'entrepiste de l'aérodrome dans le secteur des opérations de la 14e Escadre Greenwood.
- .6 Bâtiment 216 - Installation de chauffage central situé dans le secteur des opérations de la 14e Escadre Greenwood.
- .7 Bâtiment 265 - Caserne des pompiers de l'Escadre située dans le secteur d'habitation
- .8 Bâtiment 169 - Poste de police militaire situé à l'entrée principale de l'Escadre dans le secteur d'habitation de la 14e Escadre Greenwood.
- .9 Bâtiment 202 - Bâtiment du commutateur de télécommunications situé à 14e Escadre Greenwood.
- .10 Bâtiment 275 - Commutateur de télécommunications IDF situé dans la zone d'opérations de la 14e Escadre Greenwood.

Défense nationale	Sommaire des travaux	Section 01001
14 ^e Esc. Greenwood (N.-É.)		Page 2
Travail n° L-G111-9900/1068		2016-07-06

.11 Bâtiment 267 - Bâtiment météo de l'Escadre dans le secteur des opérations de la 14e Escadre Greenwood.

.3 Les travaux doivent être effectués aux sites éloignés suivants :

.4 Tour du radar côtier canadien de la SFC Sydney, comté du Cap-Breton (Nouvelle-Écosse).

.1 Tour du radar côtier canadien de la SFC Barrington à cap Baccaro près de Barrington (Nouvelle-Écosse).

.5 Il est possible que des sites et des services additionnels soient requis en vertu de l'exécution du présent contrat.

3 Qualifications et certifications

.1 Les techniciens agréés doivent fournir une preuve écrite de American Power Conversions (APC) qu'ils ont reçu une formation en usine sur les systèmes American Power Conversions (APC) sur lesquels ils doivent travailler en vertu du présent contrat. Les modèles installés sur ces sites sont commandés par logiciel (électroniquement) et nécessitent un ordinateur portable pour effectuer des étalonnages et des réglages de routine aux automates programmables. L'Entrepreneur doit indiquer les années d'expérience et le nombre d'heures de formation reçues pour tous les employés qui travailleront à l'exécution du présent contrat.

.2 Avant l'attribution du contrat, l'expérience et les qualifications du fournisseur requises pour exécuter les travaux du présent contrat doivent être évaluées par l'Ingénieur

.3 L'Entrepreneur doit fournir la preuve écrite qu'il a accès aux avis de modifications (AMT) et aux avis de service sur le terrain du fabricant.

.4 L'Entrepreneur doit fournir des techniciens agréés qui satisfont aux exigences de certification de l'Association of Professional Engineers et/ou du SCETTNS avec expérience de service sur le terrain et de formation reçue en usine sur le matériel à entretenir.

Défense nationale	Sommaire des travaux	Section 01001
14 ^e Esc. Greenwood (N.-É.)		Page 3
Travail n° L-G111-9900/1068		2016-07-06

- 4 Description des travaux
- .1 Les travaux faisant l'objet du présent contrat comprennent la main-d'œuvre, les matériaux et le matériel nécessaires à l'exécution des réparations conformément au devis de ce projet.
- .2 D'une façon très générale, les travaux comprennent ce qui suit :
- .1 les appels de services pour réparer les systèmes d'alimentation sans coupure (ASC) au fur et à mesure des besoins comme indiqué sur une commande DSS 942 (commande subséquente à une offre permanente);
- .2 la réparation de composantes;
- .3 les essais définitifs;
- .4 le rapport de service;
- .5 le nettoyage.

- 1 Normes et codes
- .1 Les travaux doivent être exécutés conformément au Code national du bâtiment et au Code national de prévention des incendies, ainsi qu'à tout autre code provincial ou local qui s'applique. En cas d'incompatibilité entre les dispositions de ces codes, les exigences les plus rigoureuses prévaudront
 - .2 Sauf indication contraire Exécuter tous les travaux d'électricité conformément au Code canadien de l'électricité, édition de 1998 et à la norme CAN/CSA-C282-M89.
 - .3 Satisfaire ou dépasser les exigences des documents suivants :
 - .1 documents contractuels;
 - .2 normes, codes et autres documents de référence prescrits.
 - .
 - .4 Normes de référence :
 - .1 DOT (Department of Transportation) standard AK-64-06-001 - Operational Requirements for Uninterruptible Power Units.
 - .2 DOT (Department of Transportation) standard AK-64-06-002 - Installation Requirements for Uninterruptible Power Units.
 - .3 MDN (Ministère de la Défense nationale) Instructions techniques du Génie construction (ITGC) C-98-16G-001/NY-002 - Alimentation sans coupure.
 - .5 Les références à des normes locales, nationales et internationales dans le présent devis font partie intégrante du présent devis et, par conséquent, doivent être lues de concert avec le devis.
 - .6 Il incombe à l'Entrepreneur d'obtenir, auprès des sources énoncées, tous les renseignements écrits relatifs aux renvois à des schémas détaillés, à des catalogues ou à des données similaires provenant des fournisseurs ou des fabricants.
 - .7 Les appellations commerciales mentionnées dans le présent devis ne sont pas nécessairement restrictives sauf avis contraire.
 - .8 La qualité des travaux doit être d'une qualité élevée et uniforme, et strictement conforme

aux pratiques exemplaires selon
l'interprétation de l'Ingénieur.

.9 Les travaux de qualité médiocre ou inférieure doivent être repris de façon qu'ils soient de première qualité, sans frais pour le MDN, à la demande de l'Ingénieur.

.10 Se conformer à la plus récente version des normes de référence datées et pleinement en connaître la teneur et les exigences.

.11 En cas de divergence entre des normes, les exigences les plus strictes auront préséance.

2 Calendrier des travaux

.1 Les travaux doivent être effectués au fur et à mesure des besoins, comme indiqué sur une commande DSS 942.

.2 Un numéro de commande de travail du MDN sera assigné pour chaque commande.

.3 Toute la correspondance, comme les rapports de service, les devis, les données d'essais et les factures pour services doivent comporter le numéro de commande de travail qui s'applique aux travaux effectués.

3 Exigences relatives à la séance d'information

.1 Recevoir l'information du chef des pompiers de l'Escadre à propos des règles et des restrictions de sécurité-incendie de l'Escadre.

.2 Recevoir l'information de l'officier de sécurité de l'Escadre à propos des règles et des restrictions de sécurité de l'Escadre.

.3 Recevoir l'information du surveillant des contrats de la 14e Escadre Greenwood avant de commencer les travaux.

4 Utilisation des lieux par l'Entrepreneur

.1 Généralités : les travaux visés par le présent contrat peuvent être effectués dans une zone partiellement ou entièrement occupée par des employés du gouvernement et/ou du secteur privé, et par leur matériel. L'Entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires pour protéger le personnel et le matériel contre tout danger, dommage ou contamination.

Défense nationale	Instructions générales	Section 01005
14 ^e Esc. Greenwood (N.É.)		Page 3
Trav. n° L-G111-9900/1068		2016-07-06

	.2	Avant le début des travaux, l'Ingénieur doit informer l'Entrepreneur sur l'utilisation des lieux lors d'une réunion formelle préalable aux travaux.
	.3	Les déplacements sur les lieux doivent être soumis aux restrictions imposées par le Commandant d'escadre
	.4	Utilisation des lieux : exclusive aux travaux et à l'entreposage des matériaux. Il est interdit d'utiliser les lieux à d'autres fins.
	.5	Éviter d'encombrer de façon excessive les lieux avec des matériaux ou du matériel.
	.6	L'Entrepreneur doit déplacer les produits ou le matériel et les matériaux entreposés lorsque ceux-ci nuisent aux travaux des occupants, de l'Ingénieur ou à ceux d'autres entrepreneurs.
<u>5 Réunions de projet</u>	.1	L'Ingénieur organisera des réunions de chantier et se chargera de préparer et de distribuer les comptes rendus de ces réunions.
<u>6 Services existants</u>	.1	S'il faut exécuter des piquages sur les canalisations de service existantes ou des raccordements à ces canalisations, exécuter les travaux aux heures fixées par les autorités compétentes, en gênant le moins le moins possible les utilisateurs.
	.2	Lorsque les travaux prévus au contrat ont eu pour effet de réduire la sûreté des lieux, prévoir des moyens temporaires permettant de pallier cette situation.
<u>7 Installations sanitaires</u>	.1	Des installations sanitaires sont disponibles aux emplacements des travaux
<u>8 Environnement sans fumée</u>	.1	Respecter les interdictions de fumer.
<u>9 Heures de travail</u>	.1	L'Entrepreneur doit coordonner ses travaux avec l'ingénieur pour perturber le moins possible la satisfaction des besoins opérationnels (exploitation 24 heures sur 24, 7 jours sur 7) le travail des occupants des

bâtiments, le cas échéant.

10 Installations temporaires

- .1 Le MDN peut fournir, sans frais, l'alimentation en électricité et en eau provisoire aux fins des travaux de construction.
- .2 L'Ingénieur doit préciser les points d'accès et les quantités maximales. Il est nécessaire d'obtenir la permission écrite de l'Ingénieur avant d'effectuer un branchement. Les branchements à la source d'alimentation électrique existante doivent se faire conformément au Code canadien de l'électricité.
- .3 Fournir, sans que le MDN ait à payer de frais additionnels, tout le matériel et le câblage et les canalisations provisoires nécessaires pour amener les services publics sur les lieux du projet.
- .4 La fourniture de services temporaires par le MDN est assujettie aux exigences du MDN et peut être interrompue en tout temps par le représentant du Génie, sans préavis ni responsabilité liée aux dommages ou aux retards causés par le retrait de ces services temporaires
- .5 A la demande de l'Ingénieur, enlever du chantier les installations temporaires

11 Livraison et entreposage

- .1 L'Entrepreneur doit fournir des installations d'entreposage temporaires pour les matériaux et le matériel.
- .2 Livrer, entreposer et maintenir les matériaux avec le sceau et les étiquettes du fabricant intacts.
- .3 Entreposer les matériaux selon les instructions du fabricant.
- .4 Faire l'entreposage dans des endroits approuvés par l'Ingénieur.

- .5 Entreposer les matériaux dans un endroit sec.
- .6 Tenir les locaux d'entreposage propres et bien rangés en tout temps.
- .7 Le MDN peut fournir des locaux d'entreposage lorsque ceux-ci sont disponibles.

12 Acceptation

- .1 Veiller à ce que les matériaux neufs ou de remplacement soient compatibles avec le matériel installé.
- .2 Fournir trois (3) exemplaires des bons de commandes à l'Ingénieur. Inclure ou joindre les données suivantes :
 - .1 fabricant;
 - .2 numéro de pièce du fabricant;
 - .3 utilisation et emplacement du dispositif.
 - .4 diverses données pertinentes servant à identifier les matériaux, comme les numéros de série et les données techniques du fabricant.

13 Protection

- .1 Éviter le plus possible d'endommager les bâtiments et le matériel. Réparer tout dommage causé par des travaux réalisés dans le cadre du présent contrat.

14 Nettoyage

- .1 Procéder à un nettoyage quotidien des débris produits par les travaux et s'assurer que tous les obstacles pouvant présenter un danger sont enlevés du chantier ou sont entreposés ou protégés adéquatement à la fin de chaque journée de travail.
- .2 Ne laisser aucun débris ni obstacle pouvant compromettre la sécurité.
- .3 A la fin des travaux prévus au présent contrat, débarrasser le chantier du matériel, des débris et de tous les matériaux et tout le matériel. Les lieux doivent être laissés propres, ordonnés et en état sécuritaire, et ce, à l'entière satisfaction de l'ingénieur.

- | | | |
|--|----|---|
| <u>1 Mesures de sécurité en construction</u> | .1 | Appliquer les mesures de sécurité en construction exigées par le Code canadien du travail, les règlements provinciaux, la Commission d'indemnisation des accidents du travail et les autorités et arrêtés municipaux. |
| | .2 | En cas de contradiction ou de divergence entre des dispositions des autorités susmentionnées, l'Ingénieur déterminera quelles exigences prévalent. |
| | .3 | L'Entrepreneur doit se conformer à tous les ordres permanents ou autres règlements en vigueur à l'emplacement où les travaux seront exécutés. |
| | .4 | Les facteurs de risques dont l'Entrepreneur est la cause doivent être marqués par des panneaux d'avertissement et des barrières. |
| | .5 | Maintenir en bon état tous les dispositifs de protection, barrières, panneaux et éléments protecteurs semblables jusqu'à la fin des travaux prévus par le présent contrat, ou jusqu'à ce que l'Ingénieur exige leur enlèvement. |
| <u>2 Surcharge</u> | .1 | S'assurer qu'aucune partie de l'ouvrage n'est soumise à une charge susceptible de compromettre sa sécurité ou de causer une déformation permanente. |
| <u>3 Échafaudages</u> | .1 | Concevoir et construire des échafaudages conformément à la norme CSA S269.2-M87. |
| <u>4 Espace clos</u> | .1 | Effectuer les entrées en espace clos conformément au Code canadien du travail et aux règlements de sécurité. |
| | .2 | Avant de travailler à un endroit, l'Entrepreneur doit confirmer avec l'Ingénieur et les occupants du bâtiment si le lieu de travail contient des espaces définis comme espaces clos dangereux. |

- 1 Généralités
- .1 Les entrepreneurs et leurs employés doivent lire et connaître la présente section et ses exigences.
 - .2 L'Entrepreneur doit afficher, dans un endroit bien visible sur le chantier, la liste suivante des noms et numéros de téléphone des personnes à contacter en cas d'urgence :
 - .1 14^e Escadre Greenwood :
 - .1 le Chef des pompiers de l'Escadre (CSIE) - 911;
 - .2 l'Ingénieur - 902-765-1494 ou local 1533.
 - .3 Les travaux exigeant la manipulation de matières dangereuses doivent être effectués par des travailleurs qui connaissent très bien les risques associés à ces dernières, de même que la procédure à suivre pour les manipuler et les pratiques de travail sécuritaires connexes.
 - .4 Les contacts avec des matières que l'on soupçonne être dangereuses mais qui n'ont pas été préalablement identifiées comme telles doivent être signalés à l'Ingénieur sur-le-champ; les travaux effectués dans la zone visée doivent être interrompus jusqu'à ce que l'Ingénieur donne des directives.
 - .5 Lors de la manipulation de matières dangereuses, les entrepreneurs doivent se conformer aux règlements et aux mesures en matière de protection environnementale ou aux exigences des organismes œuvrant dans ce domaine aux niveaux fédéral, provincial et municipal.
 - .6 Les requêtes concernant les matières dangereuses peuvent être adressées à l'Ingénieur.
- 2 Normes de références
- .1 CNPI 1995 - Code national de prévention des incendies - Canada 1995.
 - .2 CCT - Partie IV - Code canadien du travail.
 - .3 SIMDUT - Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (Projet de loi fédéral C-70).

- .4 Loi sur les produits dangereux.
- .5 Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.
- .6 Règlement sur la santé et la sécurité au travail.
- .7 Normes et règlements en vigueur concernant les produits non visés par la loi régissant le SIMDUT et destinés à réglementer des catégories spécifiques de produits. Ces normes et règlements incluent, sans toutefois s'y limiter :
 - .1 la Loi sur les explosifs;
 - .2 la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique

3 Documentation .1 Lorsque les matériaux ou les produits chimiques fournis par l'Entrepreneur sont de nature dangereuse, ce dernier doit remettre à l'Ingénieur deux (2) copies de la fiche signalétique (FS) de chaque produit dangereux.

- .1 Les produits dangereux pour lesquels aucune FS n'a été créée ne sont pas autorisés sur la propriété du MDN.
- .2 L'information (FS) concernant les matières dangereuses connues ou suspectées comme telles peut être obtenue auprès du Coordonnateur des matières dangereuses, par l'intermédiaire de l'Ingénieur.

4 Panneaux et avis .1 L'Entrepreneur doit afficher sur le chantier une copie de la FS de chacun des produits, afin de renseigner les travailleurs et les visiteurs au sujet de ces derniers.

- .1 Les travailleurs sur le chantier doivent se familiariser avec la FS de chaque produit.
- .2 Les panneaux et/ou les avis fournissant des instructions sur la sécurité doivent être rédigés dans les deux langues officielles ou présenter des symboles du SIMDUT facilement compris; ils doivent être affichés dans des endroits bien en vue autour du secteur des travaux.

- 5 Sécurité des travailleurs .1 Les travailleurs qui doivent manipuler des matières dangereuses sur le chantier doivent porter tout l'équipement de protection individuelle (ÉPI) nécessaire prescrit par Travail Canada et/ou par le ministère du Travail de la province.
- 6 Indemnité .1 L'Entrepreneur assume la responsabilité et accepte d'indemniser le ministère de la Défense nationale et ses employés en cas de blessure ou de dommages résultant de l'utilisation de matières dangereuses ou d'une exposition à ces dernières.
- 7 Compliance .1 En cas de divergence entre les exigences auxquelles renvoie la présente section et plus particulièrement l'article 2 - Normes de référence, l'exigence la plus stricte s'applique.
- 8 Livraison et entreposage .1 Aux exigences de la Section 01005 - Instructions générales s'ajoutent les exigences suivantes relativement à la livraison et à l'entreposage des matières dangereuses :
.1 les matières et les produits chimiques incompatibles doivent être entreposés séparément en tout temps;
.2 l'Entrepreneur peut obtenir des éclaircissements, de même que les noms des matières et des produits chimiques visés, auprès du Coordonnateur des matières dangereuses de la base, par l'intermédiaire de l'Ingénieur.
- 9 Déversements et fuites .1 En cas de déversement ou de fuite, aviser immédiatement le Chef des pompiers de l'Escadre, ainsi que l'Ingénieur de la 14^e Escadre/BFC Greenwood. Le Chef des pompiers de l'Escadre coordonnera et dirigera les travaux de nettoyage.

- .2 Veiller à ce que personne ne se blesse jusqu'à ce que les autorités responsables arrivent sur les lieux et mettent en oeuvre les mesures permettant de délimiter et de sécuriser la zone de déversement.
- .3 Les fuites et les déversements causés par la négligence de l'Entrepreneur ou par une erreur de manipulation de sa part doivent être nettoyés aux frais de ce dernier.

10 Nettoyage

- .1 Tous les déchets contenant des matières dangereuses doivent être entreposés dans des contenants recommandés par le fabricant des matières dangereuses en question et être enlevés du chantier à la fin de chaque journée de travail.
- .2 L'élimination des matériaux de rebut doit être conforme aux règlements du ministère de l'Environnement et être effectuée à l'extérieur de la propriété du MDN, dans des aires de dépôt approuvées pour les matériaux visés.

Défense nationale	Entretien des	Section 16428
14 ^e Esc. Greenwood (N.-É.)S	systèmes	Page 1
	d'alimentation	
Travail n° L-G111-9900/1068	sans coupure	2016-07-06

PARTIE 1 - GENERALITÉS

<u>1.1 Sections connexes</u>	.1	Sommaire des travaux	Section 01001
	.2	Instructions générales :	Section 01005
	.3	Exigences en matière de sécurité :	Section 01545
	.4	Matières dangereuses :	Section 01547
<u>1.2 Normes et codes</u>	.1	Réaliser des installations complètes, conformément à la norme CSA C22.1-94, sauf indication contraire	
<u>1.3 Matériaux et matériel</u>	.1	Les matériaux et le matériel doivent être homologués par la CSA. S'il n'est pas possible d'obtenir d'article homologué, l'usage d'articles non certifiés doit être approuvé par l'Ingénieur	
<u>1.4 Étiquettes des fabricants et de la CSA</u>	.1	Toutes les étiquettes de la CSA et des fabricants doivent être visibles et lisibles.	
<u>1.5 Coordination des dispositifs de protection</u>		S'assurer que les dispositifs de protection des circuits comme les déclencheurs de surtension, les relais et les fusibles connexes sont montés selon les valeurs et réglages établis	
<u>1.6 Définitions</u>	.1	Ingénieur : Officier en génie construction de l'Escadre et/ou le représentant délégué.	
	.2	ASC : Alimentation sans coupure.	
	.3	DSS 942 : Formulaire de commande subséquente à une offre à commande.	

Défense nationale	Entretien des	Section 16428
14 ^e Esc. Greenwood (N.-É.)S	systèmes	Page 2
	d'alimentation	
Travail n° L-G111-9900/1068	sans coupure	2016-07-06

- .4 MDN : Ministère de la Défense nationale.
- .5 14e Escadre Greenwood : anciennement Base des Forces canadiennes Greenwood.
- .6 SFC : station des Forces canadienne.
- .7 IFRCC : centre de contrôle des vols exécutés aux instruments
- .8 ASR: Radar de surveillance de zone
- .9 DOT : Département des Transports.

1.7 Travaux compris

- .1 Objectif du contrat.
- .2 Appels de service.
- .3 Réparations d'éléments.
- .4 Essais.
- .5 Rapports de service.
- .6 Nettoyage.

1.8 Facturation

- .1 L'Entrepreneur doit fournir une facture pour chaque commande DSS 942
- .2 L'Entrepreneur doit indiquer sur la facture le numéro de commande assigné au formulaire 942, le nom du représentant désigné de l'Ingénieur et son numéro de téléphone.

PART 2 - PRODUITS

2.1 Matériaux

- .1 Les matériaux, les composants et les pièces utilisés dans le cadre du présent contrat doivent correspondre aux spécifications du fabricant

Défense nationale	Entretien des	Section 16428
14 ^e Esc. Greenwood (N.-É.)S	systèmes	Page 3
	d'alimentation	
Travail n° L-G111-9900/1068	sans coupure	2016-07-06

- .2 L'utilisation de tout autre matériau, composant, ou pièce doit être approuvée par écrit par l'Ingénieur avant l'installation, sauf si celle-ci est nécessaire pour préserver la capacité opérationnelle de l'unité. Dans ce cas, l'Ingénieur doit être informé le plus rapidement possible.
- .3 L'Entrepreneur doit avoir une réserve suffisante de pièces de rechange ou équivalentes à une trousse de niveau B facilement accessibles afin de maintenir la continuité de l'exploitation du matériel en vertu du présent contrat.
- 2.2 Matériel d'essai .1 L'entrepreneur doit fournir tout le matériel d'essai nécessaire, y compris les ordinateurs (portables) et les logiciels. Il est également responsable de l'étalonnage et de la programmation du matériel installé.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

- 3.1 Intent
- .1 Maintenir la capacité opérationnelle des systèmes d'alimentation sans coupure au plus haut niveau possible est la principale préoccupation du MDN.
- .2 Corriger les situations de panne de la façon la plus opportune possible.
- .3 Déterminer les besoins pour l'amélioration du fonctionnement de ces systèmes et faire des recommandations en ce sens.
- 3.2 Appels de service
- .1 Répondre aux appels de service, à la demande de l'Ingénieur, pour effectuer des travaux de réparation.
- .2 Effectuer les travaux selon les spécifications du fabricant.
- .3 Soumettre une estimation des réparations à effectuer avant le début des travaux.

.4 Ne faire aucune modification à la conception ou à l'installation du matériel et des commandes existants sans l'approbation écrite préalable de l'ingénieur.

.5 Fournir à l'Ingénieur un numéro de téléphone permettant de joindre en tout temps l'Entrepreneur ou son représentant pour communiquer au sujet des travaux faisant l'objet du présent contrat.

.6 L'Entrepreneur ne peut refuser de répondre à un appel de service de l'Ingénieur et doit exécuter les travaux dans les plus brefs délais.

3.3 Réparations des composants

.1 Effectuer la réparation ou le remplacement des éléments sur place ou à un endroit choisi par l'Entrepreneur.

.2 Toujours maintenir les capacités opérationnelles d'un ASC.

.3 Lorsque c'est possible, obtenir l'approbation de l'Ingénieur pour l'utilisation des pièces de rechange avant l'installation ou juste après l'exécution des travaux. Remplacer les pièces qui ne sont pas approuvées sans frais supplémentaires pour le MDN

.4 Les pièces défectueuses remplacées demeurent la propriété du MDN, sauf indication contraire de l'Ingénieur.

3.4 Essais finaux

.1 Une fois la réparation des composants des ASC terminée, l'Entrepreneur doit vérifier par des essais que le matériel sur lequel des travaux ont été effectués remplit toutes les fonctions pour lesquelles il a été prévu. Il est interdit de laisser le système dans un état non fonctionnel, sauf autorisation de l'Ingénieur.

.2 Effectuer les essais à la satisfaction de l'Ingénieur

3.5 Rapports de

.1 L'entrepreneur doit fournir à l'Ingénieur un

Défense nationale	Entretien des	Section 16428
14 ^e Esc. Greenwood (N.-É.)S	systèmes	Page 5
	d'alimentation	
Travail n° L-G111-9900/1068	sans coupure	2016-07-06

service rapport de réparation écrit décrivant tous les travaux effectués dans le cadre de la commande 942. Le rapport doit comprendre une description de tous les travaux effectués, du nombre d'heures travaillées, de la ou des pièces remplacées, des heures de déplacement, du kilométrage et de tout autre frais, et, le cas échéant, des recommandations sur des correctifs ou des modifications à apporter pour améliorer le fonctionnement..

- .2 L'Entrepreneur doit s'assurer que l'Ingénieur examine et signe le rapport de service.

3.6 Nettoyage Effectuer les travaux d'entretien conformément à la section 01005

ANNEX C

ANNEXE C

RECEIVED

JUL 12 2013

Government
of CanadaGouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

PWGSC W6837/17/5356

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE	
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction
DND	RCAF
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
4. Brief Description of Work / Brève description du travail	
SERVICES TO BE PERFORMED: Supply all materials, labour, equipment, and transportation required to Service, and Repair UPS (Uninterrupted Power Supply) Located at 14 Wing Greenwood N.S., CCR Barrington Beccarow N.S., CFS Sydney, Sydney N.S., Yarmouth Armouries, Yarmouth N.S., and LFAA Camp Aldershot, Kentville, N.S. in accordance with specifications dated 2016-07-06 and Job No. L-G111-9900/1066.	
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
8. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis	
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.	<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès	
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>
Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>	
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion	
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information	
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
	TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

Canada



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

PWGSC W6837/17/5358

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
If Yes, indicate the level of sensitivity.
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité:

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel:

Document Number / Numéro du document:

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input checked="" type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:
Commentaires spéciaux: See attached Security Classification Guide

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

Canada



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

PWGSC W683/11/5356

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉE			CLASSIFIED CLASSIFIÉE			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COMSEC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉE			CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
										A	B	C				
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

Annexe C - Partie 2

GUIDE DE CLASSIFICATION DE SÉCURITÉ

TPSGC W6837/17/5356 – Convention d’offre à commandes pour services d’alimentation sans coupure

SERVICES À FOURNIR : Fournir tout le matériel, la main-d’œuvre, l’équipement et les services de transport nécessaires aux travaux d’entretien et de réparation de l’alimentation sans coupure à la 14^e Escadre Greenwood (Nouvelle-Écosse), au RCC Barrington, Baccarow (Nouvelle-Écosse), à la SFC Sydney, Sydney (Nouvelle-Écosse), au manège militaire de Yarmouth, Yarmouth (Nouvelle-Écosse) et au Camp Aldershot du SAFT, Kentville (Nouvelle-Écosse), conformément aux spécifications datées du 2016-07-06 et au numéro d’exécution L-G111-9900/1068.

PÉRIODE DU CONTRAT : Les services doivent être effectués de la façon et au moment prescrits par le Ingénieur pour une période de deux (2) ans, avec une option de deux ans.

Dans certains bâtiments, l’entrepreneur devra accéder à des zones sécurisées et aura donc besoin d’une cote de sécurité de niveau « secret ». Dans les autres endroits concernés par cette convention d’offre à commandes, l’accès aux zones de travail nécessite uniquement une cote de fiabilité ou n’est assorti d’aucune exigence en matière de sécurité.

Si vous avez des questions ou des préoccupations, veuillez communiquer avec le soussigné.

Gary Chiasson
Coordonnateur de la sécurité
CDC, Greenwood
1-902-760-0368